



AGPM
maiz'EUROP'

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 20 octobre 2026

Maïs 2026 : quand le cauchemar tant redouté devient réalité

Avec une production nationale estimée en recul de 50% par rapport à l'année précédente avec seulement 7 millions de tonnes, la récolte de maïs grain 2026 figure parmi les plus faibles des cinquante dernières années. Les rendements nationaux s'établissent à 66 q/ha, avec une différence importante entre le pluvial (46 q/ha) et l'irrigué (97 q/ha), conséquence directe d'une succession de sécheresses et de canicules qui ont frappé l'ensemble du territoire et du manque d'outils d'adaptation de l'agriculture française face au changement climatique.

Pour l'AGPM, cette campagne marque un tournant. « Depuis des années, nous alertons. Aujourd'hui, la catastrophe n'est plus un risque : elle est là », déclare Franck Laborde, président de l'AGPM. Dans certains territoires, les pertes atteignent jusqu'à 100 % et des dizaines de milliers d'exploitations agricoles se retrouvent dans une situation économique critique. On estime ainsi, globalement, les pertes de chiffres d'affaires pour l'amont de la filière à plus de 2,5 milliards d'euros.

La campagne 2026 démontre trois réalités incontestables : l'absence d'adaptation crée une fracture entre les territoires, l'eau est indéniablement le facteur déterminant de la production agricole et la France demeure sous-équipée et insuffisamment adaptée face à l'accélération du changement climatique. Les conséquences sont dramatiques sur la production et sur l'économie des exploitations, des filières et des territoires.

Face à cette situation, l'AGPM appelle le gouvernement à agir sans délai pour sauver les exploitations et assurer la campagne maïs 2027. D'abord, en gérant le court-terme par un soutien exceptionnel à la hauteur des pertes subies, de l'ordre de 450€ / ha, regroupant à la fois les mesures du plan CASI, des soutiens régionaux et départementaux mais également l'élargissement du plan d'urgence engrais dont l'enveloppe n'est consommée à date qu'à 10%, ainsi qu'une dérogation générale sur les couverts en 2026 pour ne pas imposer 200 € / ha de surcharge aux agriculteurs. Sur ces dernières mesures que l'AGPM réclame avec instance depuis plusieurs semaines, elle reste encore sans réponse concrète et satisfaisante du gouvernement et ce malgré l'ampleur de la crise. Dans le même temps, il nous faut impérativement assurer le long-terme par un renforcement de l'assurance climatique, une accélération des solutions d'adaptation, un développement du stockage de l'eau, une libération des moyens de production et une protection contre les distorsions de concurrence et ce pour assurer l'avenir de nos filières.

« L'agriculture et la filière maïs sont au milieu d'une crise sans précédent qui impose une action forte ainsi qu'un changement de cap radical et immédiat pour notre production alimentaire. Pendant trop longtemps, sur fond d'idéologie décroissante, nous avons opposé la production à l'environnement : il faut que cela cesse. Nous avons besoin d'un véritable sursaut : nourrir la France par l'acte de production de nos agriculteurs doit redevenir une ambition nationale ! », conclut Franck Laborde.